

Questions orales

Compte tenu du fait que les États-Unis ont négligé de respecter les garanties qu'ils avaient données à ce sujet, quelles mesures de représailles le ministre compte-t-il prendre?

• (1450)

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je trouve la question plutôt étrange étant donné que le secrétaire américain à l'agriculture s'est engagé à corriger le processus. Toutefois, le problème. . .

Une voix: S'est aggravé.

M. Mazankowski: . . . ne s'est pas aggravé, et le chef de l'opposition ne semble pas s'en rendre compte.

Le processus de réglementation est en train d'être mis en place. Un avis officiel doit être publié dans ce qui est leur équivalent de notre *Gazette*. C'est ce qui est en train d'être fait. Une fois le processus terminé, nous serons en mesure de supprimer ces obstacles, ce qui facilitera sans aucun doute les échanges des deux côtés. C'est ce que souhaite, j'en suis sûr, le député.

* * *

LE MOYEN-ORIENT

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures à propos des récents événements qui ont secoué le Moyen-Orient, soit la formation d'un nouveau gouvernement intransigeant en Israël, l'attaque menée mardi dernier par les troupes israéliennes qui ont lancé des gaz lacrymogènes sur une clinique suédoise de consultations obstétricales et la déclaration, hier, du nouveau gouvernement d'Israël qui a annoncé qu'il ne négocierait pas avec l'OLP, anéantissant ainsi presque tout véritable espoir de paix.

Je me demande si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures reconnaît lui aussi que la situation se détériore rapidement au Moyen-Orient, dans une région où la guerre nucléaire ou chimique reste toujours possible.

À la lumière des récents événements, quelles mesures le gouvernement du Canada entend-il prendre, en tant que membre du Conseil de sécurité des Nations Unies, ou à tout autre titre, pour faire comprendre à Israël, et

aussi aux États-Unis, que le gouvernement israélien doit faire preuve de bonne volonté et non d'intransigeance?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je remercie le député pour sa question et je suis persuadé que tous les députés s'inquiètent, comme lui, non seulement des événements survenus au Moyen-Orient, mais aussi du fait que rien ne laisse prévoir un arrêt des actes de violence et des conséquences que cela peut entraîner pour les modérés qui ont du mal à maintenir leur position dans cette région du monde.

Un nouveau gouvernement vient d'être formé en Israël. Je communiquerai très prochainement avec son ministre des Affaires étrangères. Je devais rencontrer son prédécesseur ce mois-ci. J'espère pouvoir organiser dès que possible une rencontre avec le nouveau ministre.

En ce qui concerne les États-Unis, j'ai signé hier une lettre adressée au secrétaire d'État américain, l'exhortant à persévérer dans ses discussions et notamment à poursuivre les consultations entre le gouvernement des États-Unis et l'OLP.

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, pour l'instant, la communauté palestinienne veut surtout protéger ses membres contre la recrudescence de violence que leur font subir les troupes israéliennes.

Comme je le disais dans ma première question, je me demande si le ministre a songé à user de notre siège au Conseil de sécurité de l'ONU pour promouvoir la constitution d'une force de maintien de la paix acceptable aux yeux d'Israël, une force chargée de patrouiller les territoires occupés pour protéger les Palestiniens. Je me demande également si le ministre ne pourrait pas en profiter pour faire comprendre au gouvernement israélien ce que nous pensons de cette situation en renforçant nos relations avec l'Organisation de libération de la Palestine pour lui bien montrer qu'il faut traiter avec cette population, que cela lui plaise ou non?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député a posé deux ou trois questions dans la même. Il a bien pris soin de préciser que toute mesure des Nations Unies doit être acceptable aux yeux d'Israël. Nous accepterions volontiers, comme nous l'avons fait naguère, d'user de notre influence pour atteindre les objectifs dont parle le député.